Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review

46-2 | 2013

Orphelins, enfants vulnérables et jeunesse violente

La mobilisation politique des jeunes au Burundi à travers les élections démocratiques de 2010

Jean-Salathiel Muntunutiwe

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eastafrica/424>

DOI : 10.4000/eastafrica.424

ISSN : 2790-1076

Éditeur

IFRA - Institut Français de Recherche en Afrique

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Pagination : 115-133

ISSN : 2071-7245

Référence électronique

Jean-Salathiel Muntunutiwe, « La mobilisation politique des jeunes au Burundi à travers les élections démocratiques de 2010 », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review* [En ligne], 46-2 | 2013, mis en ligne le 07 mai 2019, consulté le 09 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eastafrica/424> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eastafrica.424>

Ce document a été généré automatiquement le 9 décembre 2021.

Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review

La mobilisation politique des jeunes au Burundi à travers les élections démocratiques de 2010

Jean-Salathiel Muntunutiwe

Introduction

- 1 La période électorale est un moment politique plein de tensions sociales dues essentiellement aux enjeux politiques immédiats. En effet, les élections « démocratiques » de cette année 2010 sont organisées en période de fin de transition et de difficile recouvrement de la paix. C'est pour cela que les acteurs politiques estiment que lesdites élections doivent consolider la paix et le développement au Burundi. Au-delà de cette préoccupation irénique se construisent souvent d'importants intérêts partisans, individuels et collectifs.
- 2 Dans cette perspective individualiste, les acteurs partisans mobilisent des tactiques et des stratégies politiques supposées produire de gains politiques immédiats. Dans le même sens, la « société civile » mobilise les réseaux internes et externes dans le but de « redresser les torts des gouvernants ». En réalité « l'économie politique de l'impatience » impose les logiques de l'instrumentalisation des « jeunes adultes ». Parmi ces stratégies se trouvent alors les usages politiques des jeunes, de la loi (interprétation et usage subjectifs de la loi ou plutôt la délinquance normative), la mobilisation partisane des ressources publiques, la torture et les assassinats, etc.
- 3 Les facteurs que nous venons de citer montrent que la mobilisation de jeunes poursuit des buts clairement précisés. Quels sont les types d'acteurs interagissant sur ce champ ; quels sont les enjeux structurant les types de relations et d'interactions entre ces acteurs ; ces enjeux de groupes ou d'individu n'influenceraient pas les logiques en cours dans cet espace politique très concurrentiel ? Nous devons reconnaître que la peur des pouvoirs africains réside dans le fait que les élections ne se sont pas toujours déroulées comme ils le prévoyaient¹. Telles sont les grandes questions qui vont structurer notre

réflexion sur « la mobilisation politique des jeunes à travers les élections démocratiques de 2010 ».

Pour une analyse constructiviste de la mobilisation des jeunes au Burundi

Définitions du concept « jeunes »

- 4 Le concept de « jeune » dans le contexte burundais pose le problème de son éclaircissement car il est polysémique. En effet, la réalité sociale burundaise ne nous permet pas d'élaborer une définition du concept de jeunes. Ce concept dispose d'une double acception : juridique et sociologique. Son appréhension objective doit alors intégrer ces deux dimensions conceptuelles.
- 5 Différents codes, conventions et textes internationaux ne définissent pas qui est jeune mais qui ne l'est pas. En réalité, nous pouvons lire à travers ces textes qu'un jeune n'est ni un enfant ni un adulte. À ce titre, la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée le 20/11/1989 par l'Assemblée générale des Nations-Unies stipule en son article 1 : « *Au sens de la présente Convention, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable* ». De plus, le décret-loi n° 1/024 du 28 avril 1993 portant réforme du Code des Personnes et de la Famille du Burundi stipule en son article 337 : « *le mineur est la personne qui n'a pas encore atteint l'âge de vingt-et-un ans accomplis* ». L'implication civile est que l'individu reste civilement irresponsable des actes criminels commis. Par contre la loi n° 1/05 du 22 avril 2009 portant révision du Code pénal burundais dans son article 28 stipule : « *les mineurs de moins de 15 ans sont pénalement irresponsables. Les infractions commises par ces derniers ne donnent lieu qu'à des réparations civiles* ». Le législateur est préoccupé par l'identification de celui qui peut être poursuivi pour les crimes commis. Aussi l'individu est défini par rapport à sa majorité ou par sa minorité². Par voie de conséquence, le droit positif burundais considère que tout individu n'ayant pas encore atteint l'âge de la majorité, c'est-à-dire 21 ans, est encore un enfant. Cette classe d'âge est alors irresponsable de ses actes parce qu'elle est encore sous l'autorité parentale.
- 6 Cette définition est non-opérationnelle en l'état au Burundi dans la mesure où des enfants de moins de dix-huit ans ont été enrôlés de force ou utilisés à la fois par les acteurs étatiques et contestataires. En effet, nous avons constaté et constatons, pour le cas du Burundi, du Rwanda et de la RDC, que ces enfants faisaient ou font partie des effectifs des rébellions et des armées nationales. Les effectifs des démobilisés confirment cette idée.

Définition sociologique des « jeunes »

- 7 Cette dimension insiste sur les conditions sociales de la définition des « jeunes ». En effet, dans certaines sociétés comme celle burundaise, le jeune est défini par deux acceptions.
- 8 D'abord, il est un jeune célibataire. Dans la société burundaise, tout individu âgé de plus de 18 ans qui n'est pas encore marié est considéré comme un « jeune adulte ». Enfin, est jeune toute personne vivant sous le toit de son père : tout individu qui n'a pas encore

quitté le toit familial est considéré comme un « enfant adulte ». Dans le même sens, l'évolution sociale impose alors une nouvelle définition du jeune adaptée à notre thème de recherche. Ceci revient à nous demander pourquoi ces jeunes sont obligés de se construire une autre identité. Trois idées expliquent cette stratégie. Premièrement, la dégradation des mécanismes d'insertion professionnelle des jeunes. Deuxièmement, la dilution des étapes qui mènent à la vie adulte : la scolarisation brouille les repères sociaux et les valeurs sociales : un jeune diplômé s'intègre facilement parce qu'il a acquis un « *outil de valorisation sociale* ». Troisièmement, la prolongation de la scolarisation d'une fraction importante de jeunes retarde la période d'autonomisation ; on ne peut plus parler d'enfant ou de jeune pour une personne âgée de plus de 30 ans, etc. Au demeurant les définitions juridique et sociologique se croisent dès qu'elles affirment : « *comme l'enfant (ou le « jeune ») est celui qui venant au monde dans une condition de dépendance et de relative incapacité doit être équipé des capacités requises pour les épreuves par lesquelles des adultes font face dans la société, par quoi il pourra être déclaré et se déclarer "du monde et pour le monde", il se trouve alors que l'attention s'ordonne à la considération d'un devenir* »³.

- 9 Le concept de « jeune » ne doit pas être appliqué tel que sur le contexte sociopolitique burundais. C'est pour cela que nous forgeons celui de « jeunes-adultes », restituant plus ou moins la situation sociopolitique burundaise. Elle tient compte non seulement des jeunes scolarisés n'ayant pas encore quitté le toit familial et connaissant des difficultés d'insertion professionnelle⁴ mais aussi des jeunes non scolarisés et non mariés. Ce concept ne tient pas compte de l'âge mais de l'intervalle d'âge. Dans cette logique, le jeune n'existe pas en soi, il se construit au quotidien par un travail de socialisation et des stratégies de survie sociale et politique : l'identité « jeunes » devient alors fluide et à géométrie variable. Le jeune est alors tout individu âgé de plus de 18 ans et n'ayant pas plus de 45 ans qui a intériorisé les idéologies politiques des jeunes. À ce titre, la Charte africaine de la jeunesse définit le jeune comme tout individu âgé de 15 à 35 ans. Dans la même perspective, le CNDD-FDD considère comme jeune, toute personne ayant un âge compris entre 18 et 35 ans. Ainsi les adultes ayant besoin de défendre leurs intérêts construisent ce groupe afin de se positionner sur le champ politique en déséquilibre dynamique. D'où le fait que des hommes et des femmes mariés puissent se qualifier comme « jeunes » ; ainsi, les présidents Pierre Nkurunziza⁵ et Sylvestre Ntibantunganya se sont présentés comme étant des jeunes.
- 10 Par conséquent, ces différentes catégories de jeunes doivent s'analyser comme une production d'acteurs déchiffrée à travers un contexte sociopolitique spécifique, c'est-à-dire le « *bibelot politique de l'époque* »⁶. En effet, ce sont ces contextes qui leur donnent un ou des sens politiques. C'est pour cela que les comportements des jeunes ne sont pas toujours pulsionnels, incontrôlés, mais des actes volontaires prémédités, réfléchis, appliqués consciemment à une victime cible⁷, c'est-à-dire les jeunes et les adultes des partis adversaires.

Un bref retour sur l'approche de la mobilisation des ressources

- 11 Pour atteindre leurs objectifs, les hommes politiques burundais doivent disposer des ressources ; les jeunes sont une telle ressource mobilisable.

La mobilisation des jeunes

- 12 Jean-Patrick Lacam définit les ressources politiques comme « tout moyen à la disposition d'un entrepreneur politique dont l'activation, en faisant reculer la frontière de ses contraintes, élargit son champ des possibles, c'est-à-dire son autonomie initiale et facilite le développement de ses stratégies »⁸. La mobilisation des ressources politiques augmente objectivement l'influence de l'adversaire en vue d'accumuler des gains politiques. Pour Robert Dahl, « les ressources politiques comprennent donc l'argent, l'information, la distribution de nourriture, la menace de la force physique, les emplois, l'amitié, le rang social, le droit de légiférer, les votes et toute une variété d'autres phénomènes »⁹. Nous pouvons ajouter dans cette catégorie les conjonctures politiques favorables, les affinités identitaires, les réseaux de dons, les mobilisations festives¹⁰ de toutes sortes, l'usage du monopole des appareils répressifs d'État¹¹, la jeunesse, etc.
- 13 L'approche de la mobilisation de ressources considère alors les « jeunes-adultes » comme des instruments au service du parti, c'est-à-dire que les « jeunes-adultes » sont transformés en des exécutants de « *sales/bonnes actions politiques* » construites et téléguidées par les différents acteurs impliqués^{11 12}. Ainsi, ces « *jeunes adultes* » mobilisent de leur côté des ressources normatives, coercitives mais aussi rétributives. En même temps, ils subissent un travail de manipulation et d'idéologisation permettant la compréhension, l'intériorisation et la mise en pratique des ordres reçus de leurs supérieurs. C'est pour cela que la mobilisation des ressources coercitives devient presque normale dans la mesure où les différentes idéologies partisans normalisent ces usages. L'idéologie présente généralement les traits suivants : « *c'est un discours simplificateur. Il prétend tout expliquer à partir de quelques grands principes, mais ne retient que les faits qui l'arrangent et écarte tous ceux qui viennent contredire sa représentation du monde. C'est aussi un discours manichéen qui divise le monde : les bons et les méchants, ceux qui sont favorables au progrès et ceux qui ne veulent rien changer. De manière plus générale, c'est un discours qui réclame une adhésion totale et se montre intolérant vis-à-vis de ceux qui ne partagent pas les mêmes vues. C'est enfin un discours dissimulateur. D'abord, parce qu'il se donne pour autre que ce qu'il est : le prétend parler au nom de la science, de la morale, de la vérité...* »¹³
- 14 En d'autres mots, certains acteurs, en tolérant implicitement les actes violents, permettent in fine le recours à cette violence. Ainsi, « *une socialisation fortement répressive familiarise très tôt les enfants avec la violence ; ils la subissent et, à leur tour, ils auront tendance à la mettre en œuvre* »¹⁴. C'est le cas de la plupart de ces jeunes d'anciens combattants des mouvements rebelles. De plus, du fait d'une « *étroite proximité idéologique* », la violence s'intériorise facilement parce que son usage « *a permis d'obtenir des résultats jugés avantageux ; elle s'installe comme référence dans l'univers mental* »¹⁵.
- 15 La logique de la mobilisation des ressources dépend de la nature et de la dynamique des situations. Dans la situation qui nous intéresse, le problème à résoudre est en réalité double : d'une part celui de la conservation du pouvoir par les acteurs du CNDD-FDD et ses soutiens politiques et, d'autre part, celui de la conquête de ce même pouvoir par les partis dits d'opposition comme les MSD (Mouvement pour la Solidarité et le Développement), le FRODEBU, le FNL, etc. C'est pourquoi, pour les élites gouvernementales, la stratégie de la terreur et de la répression peut être comprise comme « *un instrument de pouvoir instauré par le gouvernement révolutionnaire récemment*

mis en place. Son but était de consolider le pouvoir nouvellement établi en intimidant les contre-révolutionnaires, les factieux et tous les opposants que le nouveau régime considérait comme des 'ennemis du peuple'»¹⁶. Cette façon de faire et de comprendre la politique a certainement des faiblesses et des lacunes.

Les forces et limites de la mobilisation des ressources

- 16 La force est que la mobilisation de ces « jeunes adultes » est une ressource normale. Pour paraphraser Jean-Jacques Rousseau, nous dirons que « *l'on ne naît pas violent mais on le devient par l'action humaine* ». Elle est stratégique dans ce sens que les acteurs sont motivés seulement par la conquête/l'obtention des biens politiques escomptés. Elle prouve que la jeunesse n'est pas toujours le produit d'acteurs politiques émotionnels et frustrés. En effet, elle refuse « *l'attitude systématique qui rejette d'office la violence dans le non-sens, l'absurde, ou la pure réactivité psychologique, voire, à la limite, naturalisée* »¹⁷. Elle montre qu'elle résulte d'un calcul froid des acteurs décidant d'utiliser telle ou telle ressource disponible dans telles ou telles situations. Poursuivant sur la même lancée, D. Jonah Goldhagen écrit : « *pour que des gens veuillent en tuer d'autres, il faut qu'ils soient mus par un appétit cynique de richesses ou de pouvoir, ou qu'ils soient prisonniers d'une idéologie puissante, laquelle est si évidemment fausse que seuls quelques individus dérangés peuvent réellement succomber à ses poisons (en dehors de ceux qui l'exploitent cyniquement à des fins de pouvoir)* »¹⁸. Parallèlement, la stratégie de politisation tous azimuts de certains jeunes confirment que chaque camp politique (CNDD-FDD et allié/Opposition) mobilise les jeunes à des fins politiques particularistes.
- 17 Par contre, cette approche de la mobilisation des ressources est limitée par le fait qu'elle présuppose que les acteurs sont absolument rationnels. En réalité, elle affirme que les choix réalisés sont toujours objectifs, satisfaisants. Or, ces acteurs gouvernementaux et d'opposition burundais ne sont pas absolument rationnels car ils ne maîtrisent pas toutes les influences entourant leurs actions. En effet, le fait qu'elle soit souvent non-maîtrisable, c'est-à-dire incontrôlable par ces mêmes acteurs, signifie qu'elle doit s'analyser dans son contexte conjoncturel. Ainsi, « *la violence instrumentale, même la mieux contrôlée, ne se réduit jamais complètement à l'image de calculs permettant à l'acteur de réaliser méthodiquement l'adéquation entre la fin et les moyens* »¹⁹. De plus la plus grande faiblesse est que ces jeunes sont souvent incontrôlables, parce qu'ils parviennent à se défaire de l'étau partisan et agir de manière indépendante. Pour le pouvoir du CNDD-FDD, cette stratégie de disciplinarisation vise à conserver ce pouvoir convoité par une quarantaine de partis. Ainsi, par la logique de la réciprocité, la construction sociale de la colère par la rhétorique de la haine permet « *à la colère d'investir les discours et de conquérir l'espace-temps* »²⁰ et surtout de fabriquer des agents manipulables de la violence. D'autre part, ces mêmes « agents » agissent parce qu'ils y trouvent souvent la satisfaction de leurs intérêts. Dans ce cas les actions des jeunes répondent à leurs attentes, et c'est pourquoi, ils peuvent exécuter ou pas les décisions des aînés politiques. Ainsi nous affirmons que les jeunes ne sont pas du tout des « *idiots culturels* ». Ils accomplissent des actions stratégiques chaque fois que les situations le permettent : « *en échange de ces soins, les courtisans reconnaissants payent le monarque en complaisances, en assiduités, en flatteries, en bassesses, et le talent de troquer contre des grâces ces importantes marchandises est celui qui sans doute est le plus utile à la cour* »²¹. L'histoire

du Burundi se caractérise par des manipulations de jeunes. Il est juste de parler d'un passé qui ne passe pas.

La longue histoire de la mobilisation de jeunes ou le retour sur un passé qui ne passe pas

- 18 L'histoire politique du Burundi montre que l'instrumentalisation des jeunes date de la période de la décolonisation. Les crises politiques postcoloniales ont été réalisées grâce au concours de la jeunesse. Cette jeunesse a été utilisée par tous les acteurs hutu et tutsi. Les crises politiques de 1972 et 1993 ont innové en la matière car elles ont mis sur pied des mouvements armés composés essentiellement de jeunes. À titre d'exemple, en 1965, la « jeunesse Mirerekano » a massacré les civils tutsis des zones de Bugarama et de Busangana²². Dans le même sens, en 1972 puis en 1973, les réfugiés hutu burundais en Tanzanie ont attaqué le Burundi par le biais de mouvements rebelles formés de jeunes burundais et congolais. Dans la même logique en 1972, les acteurs étatiques identifiés aux Tutsi ont instrumentalisé la JRR (Jeunesse révolutionnaire Rwagasore) pour éliminer les élites hutu et tutsi contestataires.
- 19 L'année 1993 atteint le sommet de la mobilisation de jeunes car elle correspond à la radicalisation ethnique du champ politique. Cette période voit naître des mouvements armés composés majoritairement de jeunes hutus non scolarisés et déscolarisés. Les organisations rebelles comme le CNDD-FDD (Conseil National de Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie), le PALIPEHUTU-FNL (Parti pour la Libération du Peuple Hutu-Forces Nationales de Libération) et le FROLINA (Front de Libération Nationale) et PA Amasekanya, les « *Sans-échecs* », les Chicago Bulls, les « *Sans défaite* » voient le jour²³. Les premiers mouvements politiques hutu sont nés pour contester les régimes dits « tutsi » ayant dirigé le Burundi depuis 1966. Nous devons savoir que les groupes de jeunes à majorité tutsi étaient d'abord des groupes « *déviant* » contestant la gestion oppressante de l'autorité parentale. Avec l'éclatement de la crise de 1993 et comme ils étaient déjà organisés et socialisés à la violence, ils furent utilisés par les acteurs politiques tutsi comme des « *outils de la protection identitaire* ». La caractéristique commune aux deux types de jeunes est d'avoir été des instruments d'application des stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir. En réalité, la mobilisation des « jeunes adultes » constitue un des outils politiques de production de la peur et d'imposition de « *nouvelles significations* ». Car le régime politique du CNDD-FDD est d'abord motivé par l'idéologie de construction d'« *un système d'encadrement général de la population* »²⁴ à la rwandaise. En effet, ils se composent de jeunes, militants des partis politiques comme les *Imbonerakure*, « *ceux qui voient de loin* », les autres partis suivent la même voie : les *MJP-Ivyuma vy'indege* (Mouvements des Jeunes Patriotes hutu) affiliés au parti FNL (Forces Nationales de Libération anciennement appelé PALIPEHUTU-FNL), les *JPD-Intakangwa* (Jeunes Patriotes Démocratiques) du FRODEBU et les jeunes *Imurikizi* (pour l'UPD-Zigamibanga).
- 20 Deux remarques importantes ressortent de l'analyse des noms donnés à ces jeunes. Une signification pacifique et politique. Ils se présentent tous comme des flambeaux pour « la Justice, la Paix et le Développement » pour le CNDD-FDD ; des jeunes vaillants et vigilants pour le FRODEBU et enfin les durs comme les fers d'avion. Ces noms apparemment anodins acquièrent des significations politiques à cause des

circonstances : ce sont les circonstances qui les rendent possibles et les élections sont des moments d'effervescence sociale où l'émotion s'exprime plus que la raison.

Les jeunes comme ressource politique au Burundi

- 21 La dimension stratégique des mobilisations de « jeunes adultes » laisse entrevoir un processus dans lequel intervient la médiation des calculs de gains politiques escomptés de la part des acteurs politiques²⁵.

La visibilité politique locale par le sport

- 22 La manipulation de ces jeunes s'exerce en lien à deux types de mobilisations : la mobilisation instrumentale et la mobilisation démonstrative. Ainsi le recours au sport matinal vise l'affirmation d'une identité politique spécifique dans l'espace public, en tant que groupe distinct, affichant dès lors des valeurs particulières. En d'autres termes, ces mobilisations visent à « *dire qui l'on est* » et, surtout à expliquer « *ce que l'on veut* ». Le sport matinal réveille les gens et les pousse à se poser des questions sur l'identité de ces « *sportifs d'un autre genre* » formés de jeunes, d'adultes et habillés de manière bizarre. Cette activité sportive sépare les uns et les autres, c'est-à-dire les « nous » et les « eux ». Elle exclut alors les gens qui n'appartiennent pas à tel ou tel autre parti. Par ailleurs, elle soude les membres de certains partis au niveau local par le processus de séduction d'autres jeunes suivant et finalement agrandissant les rangs du parti. Cette activité sportive est renforcée par les chansons d'endoctrinement entonnées par ces sportifs occasionnels et surtout d'un autre genre. Cette socialisation politique par la chanson réveille souvent les « *démons de la violence et de la haine* » qui sommeillent en chacun des Burundais.
- 23 Dans un deuxième temps, la jeunesse burundaise est considérée par tous les hommes politiques comme un stock de voix, c'est-à-dire des électeurs potentiels. D'abord, ils forment effectivement la tranche de la population la plus importante au Burundi soit la moitié de la population nationale. Concrètement, en tenant compte des estimations effectuées par l'ISTEEBU en 2003, les statistiques des « jeunes-adultes » se présentent comme suit²⁶ :

Annexe I : Les statistiques des jeunes-adultes

Groupes d'âges	Effectifs absolus hommes	femmes
15-19	322 478	332 532
20-24	273 476	306 705
25-29	261 576	285 562
Total	1 466 060	1 583 901

- 24 Ce tableau nous montre que les jeunes-adultes forment près de 3 049 961 individus ; c'est pour cela que leur maîtrise et leur contrôle influencent le processus de vote. Autrement dit, le parti politique qui parviendrait à séduire ces « jeunes-adultes » a plus

de chance de gagner les élections : celui qui contrôle la jeunesse contrôle les voies de la victoire.

Une catégorie facilement manipulable

- 25 En effet, les jeunes sont très dynamiques et influençables. Comme le suggère Jacques Sémelin, « à cette période de la vie, l'être humain est à la fois malléable psychologiquement et vigoureux physiquement. Il est volontiers idéaliste, à la recherche des repères que peut lui procurer une autorité qui sait le prendre en main. Il entend aussi se fondre dans son groupe d'âge pour faire comme les autres ». Par conséquent, les jeunes deviennent des canaux de diffusion des idéologies partisans. Corollairement, ils sont facilement recrutés compte tenu de leurs situations quotidiennes. Pour les chômeurs, cette activité devient une occasion d'engranger quelques dividendes, c'est-à-dire obtenir les gains de la participation politique non-conventionnelle. Par exemple, les chefs des *Imbonerakure* sont payés à la fin du mois et certains disposent d'autres avantages comme des véhicules de fonction. D'après les informations recueillies sur terrain, ces agents de propagande sont pris comme des outils de marquage du pouvoir sur les corps des citoyens²⁷.
- 26 En outre, ces jeunes constituent une force malléable en cas de besoin. C'est pour cela que l'activité socialisatrice par le sport doit participer à entretenir, endurcir le corps pour « en cas de besoin servir la Nation », c'est-à-dire « défendre le Burundi en cas d'attaques extérieures »²⁸. L'idéologisation de ces jeunes dissimule les objectifs réels de l'activité politique préélectorale : celle de se construire un espace d'adhésion et de contrôle des voix. Pourtant cette activité de défense de la nation est dévolue constitutionnellement aux Forces de Défense nationale : l'article 242 de la Constitution stipule que « le maintien de la sécurité nationale et celui de la défense nationale sont soumis à l'autorité du Gouvernement et au contrôle du Parlement ». L'immixtion des jeunes dans cette activité sensible est incompréhensible. C'est pourquoi, nous devons essayer d'interpréter ce message autrement. Il s'agit plutôt d'interroger cette économie des pratiques politiques visant à inscrire ces partis dans le champ politique des luttes concurrentielles légitimes pour l'accès à l'État comme « processus d'accumulation et de concentration de différentes espèces de capital notamment le capital de force physique, policière, juvénile, etc. Ainsi les jeunes deviennent un capital investi dans le champ afin d'accumuler des soutiens. Ils sont utilisés pour assurer une appropriation du capital "réputationnel" du parti, la visibilité partisane »²⁹. Dans ce cadre les organisations de jeunesse constituent le principal vivier dans lequel les pouvoirs prélèvent ceux qui vont devenir leurs serviteurs dévoués³⁰ : les exemples sont nombreux dans l'histoire récente, à l'exemple des associations sportives comme lieu de recrutement des agents de la violence au Rwanda et en ex-Yougoslavie.
- 27 Pour les acteurs de la vie politique, partis d'opposition et gouvernementaux, les chances de gagner les élections sont liées à la capacité de procéder à une socialisation politique des jeunes délégitimant ou légitimant les gouvernants. Toutefois, à côté de ces groupes se trouve une autre catégorie de jeunes appartenant aux Églises chrétiennes (catholique et protestante) qui visent l'acquisition de « bonnes » mœurs démocratiques : la tolérance, la promotion de la paix, le dépassement des logiques ethniques et régionalistes, etc. Ce travail est effectué par les prêtres, les évêques et pasteurs agissant respectivement au nom des Églises catholique (Conseil épiscopal Justice et Paix chargé de l'éducation électorale des chrétiens) et protestante (éclatée). Ces jeunes socialisés

font partie des mouvements d'action catholique ayant une assise nationale, notamment « le CHIRO », « GEN » (Génération Nouvelle), « SCOUT », etc. *In fine*, le but fondamental de cette activité est d'inculquer des habitudes de vote désenchantés, c'est-à-dire ne pas voter pour l'ethnie et la région, mais pour « l'homme politique intègre »³¹. Tenant compte de l'autorité morale et sociale de ces hommes d'église, ces jeunes intériorisent alors ces nouvelles manières et pratiques sociales. À quelles fins ces jeunes sont-ils utilisés dans le champ politique ?

Les « jeunes » comme producteurs de peur et de terreur à des fins politiques

- 28 Nous devons d'abord nous souvenir que les élections de 2005 ont été organisées quand les armes n'étaient pas encore rendues par la population. Au même moment, les mouvements armés signataires ou non des accords de cessez-le-feu n'avaient pas encore remis leurs armes. Par exemple, selon une logique d'exister et se faire écouter, le PALIPEHUTU-FNL continuait les combats contre le gouvernement de transition dans son bastion de Bujumbura rural. C'est pourquoi la peur est devenue une variable fondamentale ayant influencé le vote, c'est-à-dire que la peur du lendemain a poussé les populations à voter pour « la paix des cimetières ». En décidant de diriger la majorité des suffrages vers le CNDD-FDD, les électeurs burundais ont finalement manifesté leur volonté de rejeter la guerre.
- 29 Le but du terrorisme est de produire des effets politiques : « le terrorisme est spécifiquement destiné à produire des effets psychologiques qui touchent un cercle plus large là où les victimes immédiates sont l'objet direct de l'attentat »³². C'est pour cela que la violence terroriste est par essence politique : « le terrorisme est fondamentalement et essentiellement politique. En outre, il se rapporte nécessairement au pouvoir, et vise à sa prise et à son usage en vue de l'obtention d'un changement politique. Le terrorisme, c'est donc la violence, ou, tout aussi importante, la menace de violence, utilisée et dirigée en vue ou au service d'un objectif politique »³³. Par conséquent, Bruce Hoffman affirme que « son but est de susciter la peur, et donc d'intimider une "audience" plus large : groupe ethnique ou religieux rival, pays entier, gouvernement ou parti politique, opinion publique en général. Le terroriste a pour but de s'approprier le pouvoir quand il ne l'a pas, ou de le consolider quand il est très faible. À travers la publicité générée par la violence, les terroristes cherchent à obtenir la puissance, l'influence et le pouvoir qui leur font défaut, afin d'effectuer le changement politique, sur un plan local et international »³⁴. En outre, l'idéologisation des jeunes autorise le recours aux affrontements violents afin de défendre le ou les partis.
- 30 Ceci se vérifie lors des élections de 2010 quand les jeunes *Imbonerakure* du CNDD-FDD terrorisent la population des provinces de Kayanza, Cibitoke et de Kirundo³⁵. Ces menaces violentes créent une psychose de retour de la guerre au sein de la population afin d'orienter les suffrages vers ce parti. Ils affirment que si le « CNDD-FDD ne gagne pas, ce sera le retour de la guerre ». Car en effet l'idéologie enseignée du CNDD-FDD insiste sur le fait que l'échec serait catastrophique. Cette tactique passe donc par la production du terrorisme. Ce dernier s'entend ici dans le sens de la production de la menace et de la peur vis-à-vis d'un groupe ciblé. Les outils de ce terrorisme populaire passent d'abord par le sport national nocturne ou matinal³⁶. Ces « jeunes-adultes », munis de bâtons et de gourdins et parfois d'armes à feu et entonnant des chansons et des slogans violents reproduisant l'image des élections de 1993 (slogans porteurs de

violence : *zigiza* « brûlez jusqu'à devenir rouge », *zirye zose n'iziri mu magi* « mangez-les tous même ceux qui sont encore dans les œufs », *guguna* « rongez », etc.) qui s'accompagnent d'actes d'intimidations non-punis par les autorités dirigeantes. À ce titre, les activités sportives ont dégénéré en violences physiques, comme dans la commune de Muyinga où l'administrateur secondé des *Imbonerakure* ont battu un des membres du FNL qui aidait une veuve dont la maison avait été brûlée par les membres du CNDD-FDD³⁷. Dans la même logique, certains membres des « partis de l'opposition » ont été attaqués par des personnes « identifiées » comme des jeunes du CNDD-FDD. À ce titre, Edouard Ntawuzahihera, responsable du MJP en commune Rugombo affirme : « je rentrais chez moi et 20 policiers étaient derrière moi. Et deux inconnus munis de machettes m'ont arrêté. Et sans rien dire, j'ai reçu deux coups de machettes sur le visage et sur le bras »³⁸. Ces actes d'intimidation sédimentent à la longue des frustrations qui éclateront en violence, si les conditions sont réunies.

- 31 De son côté, le FNL qui mobilise la discipline et la « patience » a fini par céder à une riposte violente. À l'opposé des jeunes du CNDD-FDD, ceux du FNL sont très discrets car ils savent que la conjoncture politique est non seulement tendue mais surtout leur est très défavorable. Néanmoins, ils sont obligés d'organiser des ripostes afin de protéger leurs membres. Les cas concrets de ces incidents sont les affrontements rangés qui se sont passés dans les communes de Busoni et Mutimbuzi, respectivement des provinces de Kirundo et de Bujumbura rural. À Busoni, les jeunes
- 32 *Imbonerakure* étaient commandés par le député Jean-Baptiste Nzigamasabo, alias Gihaha et ont participé à la déstabilisation de la commune Busoni. Certains jeunes du FNL, menacés, ont déménagé et d'autres ont fui vers le Rwanda. À la même période, d'autres n'osent pas dénoncer ce qui se passe de peur d'être persécutés, car terrorisés par l'assassinat des vingt personnes membres du FNL. Enfin, toutes ces violences visent la construction d'un espace public favorable au CNDD-FDD, c'est-à-dire faciliter la victoire aux élections de 2010. Ce processus de disciplinarisation contrôle les contestataires et leurs soutiens populaires et vise la conservation des positions politiques d'accumulation.
- 33 Enfin les dirigeants du FRODEBU ont répliqué en créant les *Intakangwa*, c'est-à-dire « ceux qui ne cèdent pas à la peur » dans le but de manifester leur présence. Patrick Nkurunziza, leader des *Intakangwa* a affirmé que le but de la création de ce groupe de jeunes est de montrer au CNDD-FDD qu'ils ne sont pas les seuls à disposer de jeunes. Par cette stratégie de visibilité, le CNDD-FDD est donc appelé à changer de jeu (de système politique et de règles de jeu : promouvoir la gouvernance démocratique), sinon les *Intakangwa* adopteront les mêmes logiques : « nous les mettons en garde d'arrêter directement leurs actes terroristes. Qu'ils sachent que d'autres Burundais peuvent emprunter la même voie, et cela ne profitera à personne »³⁹. De son côté, le FNL réorganise la majorité de ses démobilisés et recruteurs afin de diffuser leur idéologie même s'il dit craindre une escalade de violence : « les assassinats ciblés doivent prendre fin afin d'éviter la riposte »⁴⁰. Dans ce sens, le responsable des *Intakangwa* affirme que « les *Intakangwa* ne songent jamais à l'usage de la force. Mais une fois attaqués, nous allons nous défendre. Qu'ils le sachent »⁴¹. En somme, dans les deux cas, derrière la logique d'autodéfense légitime pour les contestataires, ces violences visent la conservation ou la conquête des positions politiques d'accumulation.

On ne change pas la logique qui gagne

- 34 Aujourd'hui la logique qui a soutenu le processus électoral de 2010 semble être identique à celle de 2005. En effet, pour le CNDD-FDD, la ré-utilisation de la tactique qui a gagné en 2005 relève donc de la stratégie rationnelle pure et simple : on ne change pas la tactique.
- 35 Cette tactique violente s'explique par le fait que le champ politique a subi en 2010 des recompositions internes défavorables au CNDD-FDD. D'abord le parti CNDD-FDD a connu une restructuration dangereuse et fatale⁴². La constitution de deux ailes, c'est-à-dire l'aile Nkurunziza et l'aile Hussein Radjabu a affaibli doublement le parti. D'un côté, c'est la période d'un recul des idéologies ethniques sur lesquelles s'était bâti le CNDD-FDD au profit d'un processus lent mais inévitable de « *désenchantement ethnique* ». Ensuite, l'efficacité de cette tactique est due à l'organisation interne du parti CNDD-FDD. La Ligue des jeunes est directement dirigée par le Conseil des Sages présidé par le Président de la République⁴³. Par voie de conséquence, ce Conseil des Sages produit les idéologies, les orientations et les décisions politiques directement exécutées par les hommes de terrain à travers ces comités de jeunes locaux. Cela montre que les jeunes *Imbonerakure* sont à la fois instrumentalisés, protégés et soutenus par les hautes autorités de l'État et du parti. La critique formulée par Gertrude Kazoviyo, membre influente de l'OAG, est à ce titre fondée : « *le discours du Président de la République aurait été justifié si l'on se situait dans la période de l'Antiquité grecque au moment du lancement des jeux olympiques et non dans un contexte politique qui est délétère et fragile* »⁴⁴ et elle précise surtout que « *le chef de l'État aurait dû appeler son groupe politico-administratif et paramilitaire des « Imbonerakure » au respect de la loi et des libertés des autres partis* »⁴⁵. En outre, ces jeunes *Imbonerakure* sont utilisés comme un double du service de renseignement. Selon les dires du président de la Ligue des jeunes, Ezéchiel Nibigira, ces jeunes doivent alors surveiller les déplacements des personnes et dénoncer toute personne suspecte⁴⁶. Cela a alors suscité un certain nombre de conflits locaux à consonance politique. En outre, cela pose la question de la confusion des pouvoirs. Dès lors que ces jeunes ne se retrouvent sur aucune hiérarchie, ils commettent des crimes sans être poursuivis, d'autant qu'ils sont protégés par ces mêmes pouvoirs. En réalité, la complicité passive et parfois active de certains éléments de la police permet de mettre certaines communes en « *état de siège* » : c'est le cas des communes Busoni de la province Kirundo où la symbiose entre l'administrateur et les jeunes *Imbonerakure* terrorisa la population ; dans la même logique, ce fut aussi le cas dans la commune de Kanyosha de la province de Bujumbura. Enfin ces jeunes empêchent le plus souvent les membres de l'opposition de se présenter, font régner la terreur dans ces localités, menaçant de mort les chefs de collines et de zones non acquis à leur idéologie. La logique sous-jacente de ces actions est que la violence ou les menaces de violence peuvent déplacer un certain nombre de voix au CNDD-FDD. Cette opposition est d'autant plus forte qu'il existe une haine réciproque qui dure depuis 1995. Cette animosité enfuie, sédimentée, radicalise en réalité les positions ; les outils de cette attitude sont les jeunes de chaque partie. Partant de là, tous les acteurs politiques développent une logique de l'équilibre de la terreur.
- 36 De plus, cette stratégie violente est motivée par l'incertitude politique. Le champ politique actuel se caractérise par d'importantes concurrences intra-partisanes et partisanes. En effet, l'entrée du FNL dans le processus de paix et le retour dans le pays a

ébranlé l'assurance du CNDD-FDD. EN 2010, son avenir ou plutôt le monopole de cet espace est donc incertain. D'où la mobilisation de toutes les ressources disponibles, y compris ces jeunes. De son côté, pour casser cette suprématie politico-administrative du CNDD-FDD, le FNL mobilise le passé et se présente comme le vrai défenseur des Burundi. Pour cela, il distille toujours une idéologie de la libération hutu ayant abouti « au dégel cognitif ». Or sous le régime CNDD-FDD, les « Hutu » sont aussi malheureux que sous les régimes dits « tutsi »⁴⁷, ce qui a créé une désorganisation et une méfiance au sein de ce parti. En conséquence, les départs furent nombreux à l'origine de la fondation du parti UPD-Zigamibanga proche d'Hussein Radjabu. Les effets non désirés de cette action politique ont été entre autres la démystification de la vraie nature du régime Nkurunziza : une « démocratie populiste autoritaire » n'hésitant pas à recourir aux appareils répressifs pour museler les opposants, la société civile, les intellectuels, etc. La deuxième raison expliquant cette incertitude est que les électeurs votent toujours en faveur de l'opposition. C'est pour cela que l'angoisse de perdre démoralise les dirigeants au pouvoir et amplifie au contraire les tensions entre acteurs. Un bref retour sur l'histoire des élections, qui laisse apparaître que l'opposition a toujours gagné, confirme cette idée. Ainsi de 1961 à 2005, les partis politiques contestataires ont remporté les élections organisées par le pouvoir. En 1961, les Burundais ont voté pour l'indépendance, en 1993 pour la démocratie, en 2005 pour la paix. Toujours est-il que cette peur de perdre a hanté les dirigeants ; c'est elle qui justifie, à leurs yeux, toute tactique légitime ou illégitime d'instrumentalisation des jeunes.

Conserver ou conquérir les positions politiques d'accumulation

- 37 De son temps, l'auteur du Léviathan a remarqué que la violence était utilisée pour protéger les biens et l'honneur conquis lorsqu'il écrivait que « nous pouvons trouver dans la nature humaine trois causes principales de querelle : premièrement la rivalité ; deuxièmement, la méfiance ; troisièmement la fierté (...). La première de ces choses fait prendre l'offensive aux hommes en vue de leur profit. La seconde en vue de leur sécurité. La troisième en vue de leur réputation. Dans le premier cas, ils usent de violence pour se rendre maîtres de la personne d'autres hommes, de leurs femmes, de leurs enfants, de leurs biens. Dans le second cas pour défendre ces choses. Dans le troisième cas, pour des bagatelles, par exemple pour un mot, un sourire, une opinion qui diffère de la leur, ou quelque autre signe de mésestime (...) »⁴⁸. Dans le même sens, Georg Simmel a montré que l'envie, la jalousie et la haine peuvent être à l'origine des conflits sociaux⁴⁹. Partant de ces principes, nous comprenons que les enjeux des élections sont en réalité ailleurs et surtout que tous les acteurs burundais sont prêts à tout pour les gagner : la protection des biens matériels acquis pour les tenants du pouvoir et la conquête/conservation⁵⁰ de ces biens pour les contestataires. En effet, ce n'est un secret pour personne que certains dirigeants ont accumulé des gains financiers et matériels importants. Par ailleurs, la majorité d'entre eux ont commis des infractions administratives lourdes qui justifieraient des poursuites judiciaires une fois les élections échouées. Bref, ils ont acquis les signes extérieurs de l'apparence du bien-être. Par voie de conséquence, la perte de ces postes politiques et bureaucratiques réduirait la source et les ressources liées à ce monopole au moment où ces infractions les amèneraient en prison. Ces appétits d'État sont alors les freins à l'organisation des élections libres et sincères. Sans obligatoirement l'exprimer à haute voix, ces élites dirigeantes hutu/tutsi doivent garder ces avantages économiques⁵¹. Empruntant les analyses de Jean Stoetzel sur les Noirs et les Blancs américains, nous

pouvons dire que l'instrumentalisation de ces jeunes vise à « *maintenir le statut supérieur des dirigeants du CNDD-FDD et de leurs soutiens, surtout quand il est menacé* »⁵² par le processus électoral. Ajoutons la manipulation de la loi, les empiétements du pouvoir judiciaire, l'établissement des commissions non fonctionnelles et les menaces de mort qui empêchent les acteurs de l'opposition de s'organiser afin de gagner les élections. Les tenants du régime doivent garder leurs positions sociales supérieures et surtout les ressources pour s'y maintenir.

- 38 De leur côté, les acteurs dits d'opposition hutu/tutsi mobilisent une instrumentalisation politique du désordre⁵³. En outre, ces acteurs défendent l'idée d'être les « *meilleurs gardiens de la démocratie* » : « *les partis politiques de l'opposition sont arrivés à la conclusion que c'est la fraude électorale adossée à l'inertie constitutionnelle du pouvoir et à la répression sécuritaire qui constitue l'obstacle majeur au processus de démocratisation* »⁵⁴. En réalité, s'opposer au sujet de l'organisation des élections vise à mettre en forme l'idée d'élections libres, honnêtes et transparentes afin de délégitimer le régime CNDD-FDD ; l'opposition aspire alors au statut de « *meilleure interprète de la démocratie* ». Le processus de dé-légitimation en cours met sur le devant de la scène les crimes du pouvoir et non les crimes que ces partis auraient commis au moment de leur législature.

Conserver le pouvoir par la mobilisation de la « délinquance normative »

- 39 Nous entendons par « *délinquance normative* » une logique « politique » selon laquelle le contrôle des acteurs concurrents procède par la violation de la loi et des règlements édictés par l'autorité politique habilitée. À ce titre, les cas d'interdiction de l'ouverture des permanences des partis politiques empêchent la visibilité locale de ces derniers. Cette déstabilisation des concurrents est une des tactiques mobilisées par les autorités centrales et locales qui utilisent en effet « ces jeunes *Imbonerakure* ». La déstabilisation débute par une perturbation des activités des partis politiques visibles sur le terrain notamment le FRODEBU, le FNL-RWASA, le MSD, l'UPD-Zigamibanga, le CNDD-Nyangoma. Cette stratégie de déstabilisation est exécutée par certaines autorités administratives et politiques (parlementaires) accompagnées par des jeunes *Imbonerakure* exerçant des pressions violentes contre des militants et présidents des partis concurrents ; comme c'est le cas d'Alexis Sinduhije, président du MSD séquestré à Ruyigi en date du 2 août 2009. Akich Okola, expert indépendant cité par l'OAG, confirme ces faits : « *il y a des allégations crédibles selon lesquelles le CNDD-FDD a utilisé (utilise, ndlr) ses jeunes partisans afin de harceler et d'intimider ceux d'autres partis politiques avec la bénédiction des institutions de l'État, et que d'autres partis, en guise de représailles, ont l'intention d'utiliser la même tactique contre le CNDD-FDD* »⁵⁵. Elles les empêchent non seulement d'ouvrir les permanences mais aussi de hisser les couleurs des partis politiques : à titre d'exemple, ces jeunes ont attaqué les membres du FNL-aile Agathon Rwaswa en commune urbaine de Kinama lorsque ces derniers étaient en train de peindre la permanence de Carama. Dans le même sens, le parti UPD-Zigamibanga s'est vu refuser la permission d'ouverture de la permanence puis certains des membres de ce bureau ont été emprisonnés en commune Bukeye, province Muramvya.
- 40 La deuxième tactique est celle d'effacer les noms et les devises écrits sur les permanences des partis politiques. Les partis UPD-Zigamibanga et le MSD ont été

victimes de cette tactique respectivement en communes urbaines de Kanyosha et de Kamenge. Les habitants interrogés de ces communes affirment que ces crimes sont l'œuvre des membres du parti au pouvoir soutenus par certains éléments de la Police nationale. Cette dévalorisation haineuse de l'adversaire a atteint son paroxysme avec le dépôt de cinq seaux remplis d'excrément devant la permanence du MSD en zone Nyarusange de la commune Gishubi.

- 41 La troisième tactique est la provocation continue et impunie convertie en affrontements sanglants. Plus les échéances s'approchent à grand pas, plus les tensions augmentent. La tactique utilisée est celle d'occuper les places de réunion prévues par les autres partis. Cette action est donc à l'origine de comportement politique anormal : à ce titre, des jeunes du FNL sont « *torturés avec des aiguilles à coudre. Pour avoir quitté le parti CNDD-FDD, deux partisans du FNL de la commune Gitobe ont été piqués avec des aiguilles par des jeunes, membres du parti au pouvoir. L'administrateur communal parle de voleurs qui n'ont eu que ce qu'ils méritaient* »⁵⁶. Or ces provocations ont libéré un espace sociomental de la violence consolidé par les vertiges de l'impunité. Les coupables sont rarement arrêtés et punis ; et ceux qui sont arrêtés sont relâchés. À ce titre, ces jeunes sont amenés à récidiver.

Conclusion

- 42 En Afrique, les élections ne sont pas organisées pour être perdues par les dirigeants. C'est pour cela que les opposants sont toujours méfiants des organisations organisées. En réalité, cette peur est fondée dans la mesure où parmi les élections préparées et tenues en Afrique, certaines ont été contestées. Les cas zimbabwéen et kényan sont devenus une hantise pour tout analyste intéressé du processus électoral. C'est pour cela que les partis de l'opposition mobilisent plus fortement le registre symbolique : ils dénoncent l'incapacité et la mauvaise volonté des dirigeants actuels à organiser des élections transparentes et justes sur la base acceptables par tous. Ils sont accusés d'être des « *joueur-arbitre* »⁵⁷.
- 43 Les élections burundaises posent problème au niveau des jeunes. Nous avons vu que les jeunes du CNDD-FDD font du sport matinal ou nocturne afin de « *défendre le Burundi* ». Mais contre quoi et contre qui ? Certains jeunes contactés à ce sujet estiment que le CNDD-FDD compte protéger la victoire « *volée* » par la violence. Enfin les jeunes du FNL, convaincus de cette stratégie de vol et d'usage de la violence, affirment qu'ils vont s'opposer par la violence : « *nous nous sommes préparés à toute éventualité* »⁵⁸. D'où les risques de confrontations post-électorales.
- 44 En conclusion, les jeunes constituent, pour les hommes politiques burundais, des ressources pouvant produire de gains politiques importants. C'est grâce à ce travail d'idéologisation opéré par les différents politiques que les jeunes se convertissent en instrument de conquête et de conservation du pouvoir et des biens matériels qui y sont liés. Enfin, ils sont considérés comme des outils de protection de l'avenir en tant qu'agents du désordre ou de l'ordre, selon les acteurs, et en tant qu'instrument de contestation des résultats (pour les vaincus).

BIBLIOGRAPHIE

- Banégas, R. 1998. « Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin », *Politique africaine* n° 69 : 75-87.
- Bayart, J.-F. 1996. *L'Illusion identitaire*. Paris : Fayard.
- Braud, P. 1996. *Émotion en politique*. Paris : FNSP.
- Braud, P. 2008. *Sociologie politique*. Paris : LGDJ.
- CEAN-CERI. 1978. *Aux urnes l'Afrique ! Élections et pouvoirs en Afrique noire*. Paris : Pédone.
- Charnay, J.-P. 1962. *Les Scrutins politiques en France, contestations en France et invalidations*. Paris : Armand Colin.
- Deloye, Y., & O. Ihl. 1993. « La civilité électorale : vote et forclusion de la violence en France », *Cultures et conflits* 9/10.
- Hoffman, B. 1999. *La Mécanique terroriste*, trad. Paris : Nouveaux Horizons.
- Laidi, Z. 2004. *La Grande Perturbation*. Paris : Flammarion.
- Liniger-Goumaz, M. 1992. *La Démocrature. Dictature camouflée, démocratie truquée*. Paris : L'Harmattan.
- Médard, J.-F. 1976. « Le rapport de clientèle », *Revue française de science politique* xxvi (1) : 103-131.
- Rapport de l'UPD-Zigamibanga. 2009. *Violations des libertés orchestrées respectivement par le pouvoir et le parti CNDD-FDD*. Bujumbura, 2 septembre 2009.
- Schmauch, D. 2005. *Les Conditions du leadership. La question de la promesse, de la tension et de l'être*. Paris : L'Harmattan.

NOTES

1. Par exemple de 1961 à 2005 (sauf en 1984), les élections organisées au Burundi ont été gagnées par l'opposition. C'est pour cela que les élections sont des moments d'enjeux politiques importants pour tous les acteurs.
2. Le Code pénal du Burundi révisé prévoit en son article 29 ce qui suit : « Lorsque l'auteur ou le complice d'une infraction est un mineur de 15 ans révolus et moins de 18 ans au moment de l'infraction, les peines sont prononcées ainsi qu'il suit : 1° S'il devait encore encourir la peine de servitude pénale à perpétuité, il est condamné à une peine de cinq à dix ans de servitude pénale ; 2° S'il a encouru une condamnation à temps ou une peine d'amende, la peine pouvant être prononcées contre lui ne peuvent dépasser quatre ans. »
3. Pugeault-Cicchelli C. et alii, *Ce que nous savons des jeunes*, Paris, PUF, 2004, p. 160.
4. *Op. cit.*, p. 13.
5. Lorsque le président Nkurunziza rentre d'Italie, il affirme devant les journalistes qu'il est lui-même membre de la Ligue des jeunes « Imbonerakure » du CNDD-FDD ; de ce fait, cette ligue n'a rien de mal ; par contre il demande aux autres partis politiques d'avoir des jeunes forts et en bonne santé pour développer le pays.

6. Veyne P., « Foucault révolutionne l'histoire », *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p. 389.
7. Vidal Naquet p., *La Torture dans la République*, Paris, Minuit, 1972, p. 15 et Ternisien M. et Barcy D., *La Torture. La nouvelle inquisition*, Paris, Fayard, 1980.
8. Lacam J.-P., « Le politicien investisseur : un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », *Revue française de science politique*, vol. 38, n° 1, 1988, p. 27.
9. Dahl R., *L'Analyse politique contemporaine*, Paris, Robert Laffont, 1973 cité par LACAM J.-P., « Le politicien investisseur : un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », *Revue française de science politique*, vol. 38, n° 1, 1988, p. 27.
10. Martin D.-C., « Fêtes politiques », *Revue française de science politique*, vol. 45, n° 6, 1995, p. 1039. Il faut remarquer que l'instrumentalisation des fêtes comme ressource politique ne date pas du début du xx^e siècle. L'historien Paul Veyne fut le premier à nous montrer que les fêtes jouaient un grand rôle en politique dans son excellent ouvrage sur *Le pain et le cirque*. Après lui beaucoup d'auteurs se sont intéressés à ce sujet captivant. On peut mentionner Alain Corbin et alii, *Les Usages politiques des fêtes aux XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994 ; Jacques Heers, *Fêtes des fous et des carnivals*, Paris, Fayard, 1983 ; et Rivière Cl., *Les Liturgies politiques*, Paris, PUF, 1988.
11. Compagnon D., *Ressources politiques, régulation autoritaire et domination personnelle en Somalie : le régime Siyyad Barré (1969-1991)*, Thèse, UPPA, 1995, p. 328-341.
12. La presse locale, la société civile, les partis politiques ont commencé à parler de l'existence de ces groupes de jeunes adultes lorsque ces derniers faisaient leur sport matinal ou du soir avec des armes artificielles et des chansons guerrières et violentes. Le processus de manipulation des jeunes a été bien étudié par Françoise Sironi dans son article « La fabrication des bourreaux ».
13. Shively W.P et Venne J.-P., *Pouvoir et décision, introduction à la Science politique*, 2^e édition, McGraw-Hill, 2003, p. 43.
14. Braud Ph., *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004, p. 131.
15. *Ibidem*.
16. Hoffman B., *La Mécanique terroriste*, trad., Paris, Nouveaux Horizons, 1999, p. 18.
17. Wieviorka, *La Violence*, Paris, Hachette, 2005, p. 117 et Braud., *Violences politiques*, p. 131.
18. Goldhagen D.J., *Les Bourreaux volontaires*, p. 28.
19. Wieviorka, *La Violence*., p. 211.
20. Glucksmann, *Le Discours de la haine*, p. 47.
21. De Villepin D., *De l'esprit de cour. La malédiction française*, Paris, Perrin, 2010, p. 54-55.
22. Ngayimpenda E., *Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960-1973)*, Bujumbura, Editions de la Renaissance, 2004 et J.-P. Chrétien et J.-F. Dupaquier, *Burundi 1972 au bord des génocides*, Paris, Karthala, 2007.
23. Nsabimana D., *Les Organisations politiques des jeunes face aux jeux et enjeux du pouvoir central en Mairie de Bujumbura*, mémoire, Bujumbura, 2003 ; Kinyamwanira G, *Étude de l'incidence des films de violence sur le comportement des jeunes de la ville de Bujumbura*, mémoire, 1997 et Habimana A., *L'instrumentalisation de la jeunesse dans le conflit burundais : cas des zones Ngagara et Kamenge de 1992-2000*, mémoire, Bujumbura, 2007.

24. Semelin J., *Purifier et détruire. Les usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, 2005, p. 95.
25. Nsabimana D., *Les Organisations politiques des jeunes face aux jeux et enjeux du pouvoir central en Mairie de Bujumbura*, mémoire, FLSH, Bujumbura, 2003 ; Kinyamwanira G., *Étude de l'incidence des films de violence sur le comportement des jeunes de la ville de Bujumbura*, mémoire, Psychologie, FPSE, 1997 ; et Habimana A., *L'Instrumentalisation de la jeunesse dans le conflit burundais : cas des zones Ngagara et Kamenge de 1992-2000*, mémoire, FLSH, 2007.
26. Ces statistiques ne sont pas à jour. Elles sont les estimations effectuées en 2003 par l'ISTEEBU. Nous n'avons pas utilisé les nouvelles statistiques issues du recensement de 2008 parce qu'elles ne sont pas encore publiées.
27. Foucault M., *Surveiller et Punir*, Paris, Gallimard, 1975.
28. Nsabimana E. et Barafuste B., interrogés le 12 mars 2010 à Bujumbura.
29. Sindjoun, *Comment peut-on être opposant*.
30. Semelin, *Purifier et détruire*.
31. Cette position est subjective dans la mesure où « l'homme intègre » est une production sociale à partir des représentations politiques dominantes : qui est homme intègre ? Quels sont les critères de sa définition ? Qui le définit ?, etc. Là aussi se cachent des logiques de situation encadrées par la recherche des intérêts de groupe. L'homme intègre est en réalité introuvable en l'état ; il se construit.
32. Hoffman B., *La Mécanique terroriste*, trad., Paris, Nouveaux-Horizons, 1999, p. 54.
33. Hoffman, *La Mécanique terroriste...*, p. 17.
34. Hoffman, *La Mécanique terroriste.*, p. 54.
35. Les médias publics et privés nationaux et internationaux ainsi que les associations de lutte pour les Droits de l'homme ne cessent de citer des cas de personnes terrorisées ou assassinées pour causes politiques.
36. OAG, *Burundi : face à la fébrilité pré-électorale, calmer les tensions, réussir les élections de 2010*, rapport 2010, p. 63.
37. Rapport FNL 2009 sur les violences commises sur leurs membres en 2009.
38. IWACU, *op. cit.*, p. 12. Le même journal titrait « Affrontements au royaume de Gihaha » où « depuis des mois, les Imbonerakure (jeunes du CNDD-FDD) font la pluie et le beau temps dans les provinces de Kirundo, Muyinga et Cankuzo. Ils prennent régulièrement comme cibles les membres du FNL et les empêchements de tenir leurs réunions. Ce dimanche 24 janvier, la situation a dégénéré. Le député Jean-Baptiste Nzigamasabo, alias Gihaha est, selon plusieurs témoignages concordants, l'instigateur de ces affrontements. La police et l'administration sont restées indifférentes » in IWACU n° 48 du 29 janvier 2010, p. 3.
39. IWACU du 20 novembre 2009, n° 28, p. 3.
40. *Idem* p. 12.
41. *Ibidem*.
42. La crise institutionnelle consécutive à cette lutte d'influence au sein de ce parti a abouti à l'exclusion de 22 députés proches de Hussein Radjabu. Depuis cette période, le parti CNDD-FDD ne fait que vaciller et recourir à des tactiques autoritaires.
43. Nsabuyimue E. interrogé le 8 mars à Bujumbura.

44. IWACU, p. 4.
 45. Émission diffusée en 2010 par la RPA. Nous pouvons aussi lire les rapports publiés par l'Observatoire de l'Action Gouvernementale intitulés, *Burundi : une gouvernance fortement marquée par le spectre des élections de 2010*, septembre 2009, et OAG, *Burundi : face à la fébrilité pré-électorale, calmer les tensions, réussir les élections de 2010*, janvier 2010.
 46. Émission RPA de février 2010.
 47. Discussion avec un commissaire du FNL chargé de la propagande.
 48. Hobbes Th., *Léviathan*, Paris, Sirey, 1971, p. 123.
 49. Simmel G., *Le Conflit*, Circé, Selxures, 1992.
 50. Certains opposants actuels ont accumulé eux aussi des biens mal acquis durant leur règne. Pour cela, le discours de la démocratie cache la stratégie de se protéger contre des poursuites judiciaires.
 51. Ainsi l'expression kirundi « *iteka aho ryamye* », c'est-à-dire « *l'honneur doit rester là où il était* ».
 52. *Ibidem*.
 53. Chabal P. et Daloz J.-P., *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999.
 54. Sindjoun, *Comment peut-on être opposant...*, p. 27.
 55. Okola A., « Le Burundi a besoin d'un dialogue politique urgent », OAG, *Burundi : face à la fébrilité pré-électorale, calmer les tensions, réussir les élections de 2010*, op. cit., p. 55.
 56. Emmanuel Ndasimiye correspondant du journal IWACU au Nord du Burundi.
 57. Sindjoun, *Comment peut-on être opposant...*, p. 26
 58. M., interrogé en novembre 2009.
-

INDEX

Index géographique : Burundi

AUTEUR

JEAN-SALATHIEL MUNTUNUTWIWE

Politologue, maître de conférences, Université du Burundi, travaille sur la violence au Burundi et dans la région des Grands Lacs.